

PRATIQUES TOURISTIQUES

ACCUEILS COLLECTIFS

Colonies de vacances : un départ encore trop lié au milieu social

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) a publié une étude sur les déterminants du départ en colonie de vacances des enfants de 11 ans appartenant à des ménages bénéficiaires de la Caisse d'allocations familiales (CAF) ou de la Mutualité sociale agricole (MSA). Les résultats de cette étude, issus d'une enquête menée en février 2025 auprès de 8 450 ménages, permettent de dresser un constat nuancé sur les inégalités persistantes d'accès à ces séjours. En 2024, seuls 15 % des enfants

concernés sont partis en colonie de vacances. Le niveau de revenus demeure le facteur le plus déterminant car les enfants des ménages aux quotients familiaux les plus élevés partent près de trois fois plus souvent que ceux des familles les plus modestes. Le niveau de diplôme des parents constitue un second facteur significatif, indépendamment du revenu. La transmission intergénérationnelle joue également un rôle notable, les parents eux-mêmes partis en colonie durant leur enfance y inscrivant plus fréquemment leurs enfants.

Du côté des leviers au départ, le souhait de l'enfant est le motif le plus cité par les parents, quelle que soit leur situation socio-économique. Pour les familles les plus modestes, l'existence d'une aide financière constitue un facteur déclencheur aussi déterminant que le souhait de l'enfant, mentionné par 45 % des ménages ayant un quotient familial inférieur à 700 euros.

M. Detrez

[« Partir en colonie à 11 ans : influence du milieu social, des habitudes familiales et du souhait de l'enfant », *Injep analyses & synthèses* n° 93, mai 2026]

BÉNÉVOLAT

ÉTUDE

Un engagement toujours massif, mais des fragilités à surveiller

À l'occasion de la publication de ses études « Les Français et le bénévolat dans les associations » et « Baromètre d'opinion des bénévoles », Recherches & Solidarités met en lumière une évolution des attentes des bénévoles. Si l'engagement associatif demeure massif – près d'un Français sur quatre est bénévole, soit environ 13 à 13,5 millions de personnes –, les associations sont invitées à repenser leurs modes d'accompagnement et de gouvernance pour fidéliser leurs forces vives.

Un engagement plus ponctuel et plus exigeant. Après plusieurs années de progression, le bénévolat associatif marque un léger essoufflement en 2026, avec la perte estimée d'environ 500 000 bénévoles par rapport à 2025. Au-delà de cette évolution, les formes d'engagement continuent de se transformer. Le bénévolat régulier recule au

profit de formes d'engagement plus souples – avec des participations perlées au cours de l'année. Les bénévoles interviennent davantage de manière ponctuelle, souvent pour renforcer l'activité associative sur des temps ciblés. Seule une minorité s'investit chaque semaine. Les motivations demeurent néanmoins solides. L'envie d'être utile et d'agir pour les autres reste largement dominante (85 %), devant l'attachement à une cause (61 %). Les attentes personnelles progressent également : recherche d'épanouissement individuel (42 %), développement de compétences (28 %). Le bénévolat apparaît ainsi davantage comme une manière d'agir concrètement que comme un engagement militant.

Reconnaissance, accompagnement et participation : des attentes en hausse. Les principales déceptions exprimées

concernent le manque de moyens financiers et humains, les difficultés de fonctionnement interne ou encore le sentiment d'un impact limité des actions menées. En parallèle, les bénévoles souhaitent davantage de soutien : renfort d'autres bénévoles, formations adaptées, prise en charge des frais engagés et participation accrue aux décisions de l'association. L'enquête met également en lumière la persistance d'une « fracture associative » selon le niveau de diplôme. Les personnes les moins diplômées franchissent plus difficilement le pas de l'engagement. Mais, une fois intégrées, elles s'investissent autant, voire davantage que les autres. Pour les associations, l'enjeu consiste donc moins à recruter qu'à faciliter les premiers pas, reconnaître les contributions de chacun et proposer des formes d'engagement rassurantes et accessibles. Un défi d'autant plus important que le bénévolat continue d'alimenter la confiance dans l'action collective et demeure, pour une large majorité des bénévoles, une source d'épanouissement personnel.

N.C.

[Recherches & Solidarités, Coalita Formation, « La France bénévole en 2026 », 21^e éd., mai 2026]